



Macron ou la grande revanche des patrons ?

finances
Solidaires

Ce ne sera pas un été de tous les repos !

L'été est là ou presque, les vacances estivales commencent à occuper les esprits, enfin quand il est encore imaginable de « partir » même en famille ou chez des ami.e.s...

Pour les un.e.s et les autres, nombreuses et nombreux à ne pas être épargné.e.s par la politique du nouvel occupant de l'Élysée, il restera à ressasser le sens d'une « République En Marche »... une République bien loin de son idéal de « chose publique », une République sans eux, sans doute « gens qui ne sont rien » pour l'Élysocrate...

Les enjeux de la confrontation entre les rentier.e.s du Capital et la grande majorité de celles et ceux qui subissent de plus en plus le joug de leur loi d'airain ne disparaissent pas sous le soleil estival. Ils n'ont jamais été aussi criants. Ils adoptent en pleine lumière les habits d'un cynisme qui ne se cachent même plus.

Où est donc « le pognon de dingue » ?!!

Le président de la République n'hésite plus à se mettre en scène dans une courte « vidéo coulisses », filmée comme à la sauvette dans un salon de l'Élysée, pour passer ses messages délétères. Fustigeant les minimas sociaux dans lesquels « **on met un pognon de dingue** », oubliant au passage les 80 milliards de fraude fiscale et le train de ses mesures en faveur des plus riches et des détenteurs du capital des entreprises (baisse de l'impôt sur les sociétés, plafonnement de l'impôt sur les dividendes, Impôt sur la seule Fortune Immobilière), il affiche une arrogance, un dédain et une absence d'empathie pour toute une partie de la population pour laquelle ces minimas sont un dernier filet de sécurité face aux conséquences de la politique du Tout pour l'Entreprise et ses actionnaires qui est la sienne. **Qui le «recadrera», lui, pour ses propos méprisants ?**

Non seulement la mise en œuvre des orientations gouvernementales et les effets de leurs mesures antisociales ne s'arrêtent pas avec les vacances d'été, ni les méfaits des ordonnances Macron et de la loi Travail XXL avec ses facilités de licenciement, sa flexibilité du temps de travail et des heures supplémentaires payées au lance pierre durant une saison déjà propice aux emplois kleenex, ni la baisse des APL et des moyens pour l'habitat social, ni l'augmentation de la CSG pour les retraité.e.s, ni le gel des pensions ou celui du point d'indice des fonctionnaires, ni les effets des amputations des services publics pour leurs usager.e.s et leurs agent.e.s qui, en cette saison où sont encore plus ressenties les suppressions d'emplois, s'additionnent paradoxalement en effet boule de neige.

Et les plus jeunes ont déjà pu découvrir les affres de la sélection sociale avec Parcoursup en espérant que ce ne soit pas en attendant celles de la restriction des droits de l'assurance chômage.

Où sont donc les vrais privilégié.e.s ?!!

Mais le gouvernement et le CAC 40 entendent pousser l'avantage pendant ces mêmes mois où nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui essaient d'échapper un peu à un quotidien d'austérité et de recettes libérales, une trêve que pourtant ne veulent pas leur concéder les mêmes. Ainsi c'est bien au début de l'été que le Comité Interministériel de la Transformation Publique (CITP) sera réuni pour acter les orientations structurantes concernant les différents ministères (privatisations, abandons de missions, restructurations annoncées par la lettre de mission de CAP 2022), quel que soit le sort réservé au rapport de la dite mission. A coups pour les MEFs de « **développement du numérique [et de ses] opportunités dont il faut tirer profit pour les missions de contrôle** » selon le Ministre de l'Action et des Comptes publics. **Fermez le ban. Pas de discussion, tout juste pour une mise en œuvre pratique.**

«*Quand on a tout dématérialisé, on ne peut pas dire qu'on va laisser en l'état toutes les trésoreries*» sur le territoire, a expliqué Gérald Darmanin après le **rapport assassin sur la DGFIP de la Cour des Comptes du 20 juin qui appelle à en fermer encore plus (tous les postes de 10 agents et moins (1 600) condamnant le maillage territorial et la mission comptable à la disparition pure et simple et ce malgré les réticences des élus locaux. Rapport n'épargnant pas pour autant les autres structures de la DGFIP ainsi 354 SPF (Services de Publicité Foncière) et 500 SIE (Service des impôts des Entreprises sont également ciblés. Exit l'égalité de traitement des administrés et des collectivités locales... et le service public immolés sur l'autel de la réduction de la dépense publique.**

C'est également à quelques jours du début officiel de l'été que **Bruno Lemaire a annoncé son intention d'« externaliser » les contrôles d'hygiène dans les restaurants et sur les aires de jeux pour enfants exercées actuellement par DGCCRF indépendamment des entreprises contrôlées.**

Pensons y cet été et pensons à toutes ces missions de contrôle qui nous protègent des trafics en tous genres, des risques industriels et des menaces sur l'environnement.

L'été de tous les dangers !

Le gouvernement n'entend pas faire de pause dans son entreprise de démantèlement de notre modèle social. Il va poursuivre les chantiers lancés juste avant l'été. Sur les rails il y a déjà le projet de loi « Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises » examiné dès septembre au Parlement avec de nouvelles privatisations annoncées, en particulier celle d'ENGIE, ex-EDF. Et il y a la future réforme des retraites avec une opération de communication pendant l'été qui ne trompe personne quand, de fait, les grands principes de la réforme des retraites sont connus, ce qui n'est pas dénié. **Objectif : un système à points qui laissera demain chaque futur retraité.e à la merci du jeu des marchés financiers avec l'économie réelle et la vie de celles et ceux qui sont salarié.e.s ou y prétendent.** Quand personne ne connaîtra à l'avance ce que pourra être sa pension ! Pire encore, il y a la charge sur les « aides sociales »... Sont dans le viseur le RSA et la prime d'activité, les chômeuses et les chômeurs encore une fois, les handicapé.e.s, les familles quand les prestations familiales tout comme les allocations logement ont l'impact le plus notable sur la pauvreté...



Certain.e.s aujourd'hui font grève pour défendre leurs emplois, leurs conditions de travail ou le service public, pendant qu'est versée une indemnité de 13 millions d'euros de départ en retraite au PDG de Carrefour, 500 000 euros sont dépensés pour renouveler la vaisselle à l'Élysée, la construction d'une piscine est programmée dans la résidence d'été du président de la République.

Personne ne peut se sentir à l'abri

C'est bien la finance et ses allié.e.s qui ont déclaré la guerre sociale au salariat. Et les cadeaux faits aux plus riches doivent être financés par le reste de la population, singulièrement les plus démunis.e.s. Et il ne s'agit pas que de forte hausse des taxes sur l'énergie ou encore sur le tabac...

Toutes celles et ceux qui dépendent directement ou indirectement pour vivre de la vente de leur force de travail sentent confusément que ce qu'ils sont est menacé, tend à être nié, dévalorisé, qu'il s'agit pour ceux qui vivent de la rente de leur capital de les assujettir encore plus dans leur relation au travail, de leur faire craindre l'avenir et la menace d'un déclassement, imposer un sentiment de dépendance en cassant tous les mécanismes de solidarité, protection et lois sociales, services publics, conquis au fil des décennies, réduire l'impression d'être actrice et acteur de sa vie.

Face à une telle offensive, il y a deux choix : la résignation ou la lutte, syndicale pour nous. C'est justement par la lutte, la volonté de répondre collectivement à cette violence sociale, que, tout.e chacun.e, nous resterons actrices et acteurs de nos vie.

Débattons, sachons saisir toutes les occasions pour manifester et continuer de construire la mobilisation pour battre froid l'arrogance de ceux qui voudraient nous soumettre à leur monde !

